

NUMÉRO 8

DOCTEURS ET CENTURIONS

Actes de la rencontre du 10 décembre 2007

Institut de France – Fondation Cino Del Duca

┌ NOTE ┐	┌ 7
┌ LINE SOURBIER-PINTER	
┌ ACTES ┐	
INTRODUCTION	
┌ BRUNO CUCHE	
LINE SOURBIER-PINTER, JÉRÔME MILLET	┌ 11
LES INTELLECTUELS ET L'ARMÉE	
┌ Conduite des débats par JEAN-DOMINIQUE MERCHET	
JEAN-NOËL JEANNENEY, DIDIER SICARD	
VÉRONIQUE NAHOUM-GRAPPE, JEAN-HILAIRE MILLET-TAUNAY	
JEAN-MARC DE GIULI	┌ 19
Discussion	
DIALOGUE DU PUBLIC	
AVEC LES MEMBRES DU COMITÉ DE RÉDACTION	
┌ Introduit et conduit par ALAIN-GÉRARD SLAMA	┌ 55
L'IMAGINAIRE CONTEMPORAIN	
DE L'HOMME DANS LA GUERRE	
┌ MICHEL MAFFESOLI, GABRIEL LE BOMIN, HUBERT IVANOFF	┌ 77
L'ARMÉE, LABORATOIRE SOCIAL ?	
┌ ARMEL HUET, PATRICK CLERVOY,	
MONIQUE CASTILLO, FRANÇOIS LECOINTRE	┌ 93
Discussion	
CONCLUSION	
┌ JEAN-LOUIS GEORGELIN	┌ 115
┌ POUR NOURRIR LE DÉBAT ┐	
L'AVENIR DE LA GUERRE ?	
┌ PATRICK DESTREMAU	┌ 131
Traduction anglaise	
LA FRANCE FACE À SES SMP : ENJEUX CRITIQUES	
ET PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE L'ENCADREMENT	
JURIDIQUE DES ACTIVITÉS MILITAIRES PRIVÉES EN FRANCE	
┌ FRANÇOIS-XAVIER SIDOS, GEORGES-HENRI BRICET DES VALLONS	┌ 141

**VERS LA FORMATION COMMUNE
DES OFFICIERS EUROPÉENS**

┐ ALEX ALBER ┐ 121

L'ARMÉE DE TERRE, LABORATOIRE DU LIEN SOCIAL

┐ ARMEL HUET, JEAN-MICHEL LE BOT ┐ 157

┐ COMPTE RENDU DE LECTURES ┐ ┐ 183

┐ BIOGRAPHIES ┐ ┐ 193

INTRODUCTION

Bruno Cuche

Général d'armée, chef d'état-major de l'armée de terre

Monsieur le Ministre, Mesdames et Messieurs, je voulais vous dire tout le plaisir que j'éprouvais à me retrouver avec vous et vous dire également que j'ai tenu à venir personnellement ouvrir ces premières rencontres de la revue *Inflexions*. D'abord, je suis convaincu de l'intérêt d'organiser un tel rendez-vous en France aujourd'hui, au moment où nous sommes engagés dans de grandes réflexions sur l'avenir de la puissance publique. Cet intérêt, je crois, est partagé. C'est celui des militaires, d'abord, mais c'est aussi celui des intellectuels même si ces deux mondes ne sont pas forcément exclusifs l'un de l'autre. Plus généralement, c'est celui du monde de la culture et celui de la science. Au-delà, c'est celui de notre société démocratique dont l'un des témoins de maturité est bien la capacité de ces différents corps constitutifs, qu'ils soient institutionnels ou non, à débattre entre eux. Cette ouverture au débat est véritablement fondamentale. Elle est la marque de reconnaissance mutuelle du rôle éminent de chacun et de son utilité sociale. Or, l'Histoire nous montre que, loin d'être naturelle, cette démarche de rapprochement s'est souvent heurtée à l'hostilité des uns envers les autres, voire quelquefois, malheureusement, à l'indifférence plus ou moins polie, ce qui n'est pas un grand progrès, mais plutôt le reflet d'un conservatisme tranquille et finalement contre-productif pour tous. Pour autant, le lancement de la revue *Inflexions* en 2005 — revue que je considère pour ma part comme le joyau des publications de la Défense et je tiens à rendre hommage à certains de ses fondateurs présents ici — et l'organisation de cette rencontre, comme de nombreuses autres initiatives, prises par Line Sourbier-Pinter, par le directeur de la publication, le général Jérôme Millet et par les membres du comité de rédaction, prouvent qu'il n'y a pas de fatalité à la perpétuation des situations héritées du passé. Au contraire, des perspectives communes existent. Il s'agit de les stimuler et de les encourager et c'est ce que vous faites

aujourd'hui. Je crois que la relation du militaire et de l'intellectuel relève plus de la singularité que de l'incompatibilité de deux mondes qui seraient fondamentalement inconciliables. Ces singularités ont été entretenues en leur temps par des rapports ambigus entre le général de Gaulle et des intellectuels comme Jean-Paul Sartre, le « cher maître », comme il aimait à l'appeler. Elles n'étaient pas uniquement facétieuses, mais elles reflétaient plus sûrement une estime profonde et bien cachée pour ces consciences. Une singularité dont témoigne également la place privilégiée accordée par le général de Gaulle à André Malraux, qui citait : « L'ami génial, fervent des hautes destinées. Pourtant, il était dérangeant ». Si les circonstances idéologiques ont pu parfois corrompre le débat et susciter un antagonisme, je suis de ceux qui persistent à discerner des raisons d'espérer. Je suis de ceux qui pensent qu'il existe un mimétisme vertueux dans les modes de réflexion des militaires et des intellectuels. Ce mimétisme a pu conduire à la montée aux extrêmes, mais cette ressemblance peut aussi intrinsèquement faciliter les rapprochements. D'autant qu'au sein de la société, nos deux sphères constituent, d'une certaine manière, des exceptions d'un même ordre, car, derrière les mots et les théories pour les uns et la force physique et matérielle pour les autres, il existe une culture commune de la dialectique des volontés, quintessence de l'art de la guerre et de la fécondité de la pensée. Au-delà de cette proximité, trop peu souvent évoquée, il existe un point central qui nous conduit naturellement à nous intéresser les uns aux autres : notre vocation commune de connaître et d'exprimer l'homme. Or, l'homme est évidemment au cœur du champ social qui est au cœur du fait militaire à travers sa spécificité institutionnelle, mais, plus encore, à travers la guerre qui est une expression paroxysmique des doctrines et des passions humaines. Nous y retrouvons là le véritable point de départ de notre rencontre : partager ensemble sur la question de l'homme. Il pourra ainsi s'agir de rapprocher la théorie de la réalité et de donner du sens à cette dernière. Notre histoire récente et celle de la démocratie américaine nous incitent à beaucoup d'humilité et de vigilance. L'isolement ou l'omniscience sont périlleux. L'intellectuel qui se coupe des réalités sociales, parmi lesquelles la réalité militaire et celle de la guerre, est plus vulnérable aux sirènes de

l'utopie pacifiste ou de la pensée totalitaire, justifications de toutes les formes de bellicisme et d'actions violentes. De la même manière, l'action guerrière privée de sens peut conduire à des excès, au dévoiement de l'usage de la force et, *in fine*, au discrédit de ceux qui l'incarnent et de la démocratie dont ils sont l'émanation. Pour éviter ces dérives dramatiques, il est nécessaire de lutter contre les tentations de repli sur soi et d'entretenir ce débat. Au moment où nos forces sont engagées dans des opérations toujours plus dures et incertaines, car soumises à des règles non partagées par tous les belligérants, au moment où les questions de sécurité et de défense sont au cœur des enjeux de la société, la bataille des idées, ce pouvoir dire entre nous, est plus que jamais souhaitable parce qu'il remplit une fonction régulatrice véritablement structurante. Je crois donc que cette remarquable initiative, à laquelle ont répondu d'un signe des personnalités et de non moins éminents militaires, en appelle d'autres, portées par les militaires, mais aussi, plus spontanément, par les milieux intellectuels. Je vous remercie infiniment de votre attention. Je suis très heureux d'avoir pu ouvrir le débat que je vous souhaite fructueux.

Line Sourbier-Pinter

Rédactrice en chef de la revue Inflexions

Monsieur le Ministre, Mesdames, Messieurs, *Inflexions* nous rassemble aujourd'hui dans un projet résumé dans son sous-titre : « Civils et militaires, pouvoir dire ». Comme le général Cuhe vient de le souligner, poser des questions, mettre en relation, souligner paradoxes ou contradictions, prendre en compte la diversité de l'expérience dans ses aspects théoriques et sensibles est un pouvoir inestimable. Les rencontres d'*Inflexions* sont destinées à susciter cette envie de parole pour que la barrière des méconnaissances s'effrite et tombe et pour que se construisent, au fil des revues et des rencontres, le dialogue et les réflexions entre civils et militaires. L'action militaire est difficile à comprendre de l'extérieur parce qu'elle s'oppose aux principes qui régissent notre vie en commun. Pourtant, elle est directement issue, dans ses modalités et dans ses buts, du contexte moral et social de la France. Pour faire face à la



LES INTELLECTUELS ET L'ARMÉE

Jean-Noël Jeanneney¹

Historien, ancien ministre et ancien président de la Bibliothèque nationale de France

L'amitié de Didier Sicard n'a pas eu grand'peine à me convaincre du plaisir intellectuel et civique que j'aurais à me retrouver en votre présence ce matin. Tout ce qui peut aller dans le sens d'un rapprochement entre le monde civil et le monde militaire est de grande nécessité et d'un vif intérêt. Je me permets de dire que j'ai éprouvé ce souci de rapprochement entre le monde militaire et celui des civils depuis longtemps. Je me reporte à ces années de l'École normale de la rue d'Ulm durant lesquelles nous avons eu de chauds débats entre camarades, dans l'ambiance de l'immédiat après-guerre d'Algérie, pour savoir s'il convenait ou non de faire la préparation militaire qui permettrait de devenir officier. Pour ma part, j'ai défendu et pratiqué l'idée qu'il ne fallait pas laisser cette responsabilité à ceux qui, pour des raisons idéologiques ou familiales, se montraient le plus à droite de l'échiquier politique et qu'il fallait que s'engagent dans l'action des officiers résolument républicains. J'ai gardé un souvenir précieux de cette expérience militaire. Ayant achevé mon service au Centre de prospective et d'évaluation, qu'avait créé Pierre Messmer et que dirigeait à l'époque Hugues de l'Étoile, avec comme figure centrale le colonel Poirier, futur général, j'ai vu là à quel point la réflexion militaire pouvait s'enrichir de la réflexion historique, sociologique et géopolitique et, en sens inverse, combien un intellectuel en herbe, tel que je l'étais, pouvait tirer profit de tels contacts. Chaque fois que l'occasion m'a été donnée d'aller dans ce sens, je l'ai saisie. J'ai failli être de l'Institut des hautes études de la défense nationale à plusieurs reprises, mais comme je m'y apprêtais, un hasard biographique m'en a détourné. Je l'ai regretté, car je crois qu'il y a là une institution d'un grand prix. Tout récemment encore, j'ai passé une journée passionnante sur le *Charles de Gaulle* à l'invitation de la Marine nationale avec des personnalités de divers milieux et cela m'a paru un moment démonstratif quant à l'intérêt, la nécessité d'une rencontre telle que celle-là.

1. On a conservé à cette intervention sa forme « parlée ».

Nous venons d'entendre le général Cuche nous parler, à bon escient, de la dialectique des volontés. Nous venons également d'entendre un propos sur le dialogue des « docteurs » et des « centurions ». J'observe que la coupure qui peut exister entre les « docteurs » et les « centurions », si elle est à certains moments plus profonde qu'à d'autres, n'a jamais constitué une séparation étanche. Il y a toujours eu des « centurions » docteurs et des « docteurs » qui se sont mêlés, heureusement, des choses de l'armée. Mais, si tout devrait les faire se rejoindre, pour un dialogue entre civils et militaires dans la différence, il est vrai aussi qu'à certains moments la logique de l'Histoire a creusé la distance et a rendu cela plus difficile. Or, spontanément, songeant à ce que vous me demandiez, madame, je me suis dit que de très grandes figures pouvaient surgir incarnant cette rencontre de deux univers, pour notre satisfaction de citoyens. Nous venons de célébrer le 300^e anniversaire de la mort de Vauban, maréchal de France, qui a vécu bien avant que le terme d'« intellectuel » soit adopté comme un substantif. Il figure l'incarnation du grand militaire qui est aussi un grand intellectuel doté non seulement du courage de l'invention, du courage physique, mais aussi de courage civique et moral, plus rare peut-être. Pensons aussi à Raymond Aron, grand intellectuel s'il en fut, qui a lui aussi joué un rôle important pour développer la réflexion sur la doctrine stratégique de l'armée française au moment de l'émergence de l'armement nucléaire, après les traumatismes des guerres coloniales. Prenons-y garde pourtant : il ne s'agit pas de construire une Bibliothèque rose, ce n'est pas la Comtesse de Ségur qui vous parle, mais un historien qui sait aussi qu'à de nombreux moments, la tension a été vive entre le monde des intellectuels et le monde des soldats. Il faut y réfléchir, pour éviter que cela renaisse. Nous savons que le mot « intellectuel », comme substantif, date de l'affaire Dreyfus qui est, dans notre histoire contemporaine, le moment le plus cruel de l'opposition entre les universitaires et les militaires. Entre ceux qui se sont mêlés de démontrer l'erreur militaire et les officiers impliqués – et cela, nous le savons, a laissé des traces longtemps – même si, contrairement à ce qu'on a dit parfois, tous les militaires, tous les officiers généraux et supérieurs étaient loin d'être antidreyfusards. Un certain nombre, avec un grand courage, (citons Picquart), ont choisi une autre position. Les guerres coloniales

ont été, bien sûr, un moment également difficile, même si certains, je pense à Mialet, ont travaillé, dans cette ligne qui est la vôtre aujourd'hui, à faire se parler de près les militaires et les civils. Cela a été le moment de la plus grande difficulté avec, chez les militaires, probablement, un sentiment d'injustice. Ce n'était plus l'affaire Dreyfus, après tout l'affaire Dreyfus est partie de l'intérieur de l'institution militaire et de l'iniquité qu'elle a créée. Dans le cas des guerres coloniales, rien de tel ; on a chargé les militaires de faire un travail qui dans certains cas a pu dériver gravement en termes moraux mais qui était d'abord imposé par le gouvernement républicain. Ce moment-là, a été, du point de vue qui nous occupe, particulièrement douloureux, peut-être plus encore que la période de l'affaire Dreyfus. C'est l'époque où un ministre de la Défense nationale, Maurice Bourguès-Maunoury, daubait sur les « chers professeurs » et vous vous rappelez ceux qui, à la Sorbonne, venaient s'impliquer moins d'ailleurs contre l'armée que contre une certaine politique conduite par les autorités légitimes de l'État. En face, il y avait l'ironie d'un humoriste qui disait : « les intellectuels sont des gens qui sont extrêmement compétents dans un domaine et qui interviennent sur autre chose ». C'est un sentiment qui a dû être parfois éprouvé par les militaires, en ce temps-là. Et en même temps, surgissent à la mémoire beaucoup d'autres moments où il y a eu rapprochement, meilleure compréhension, moments souvent tragiques d'ailleurs. Voyez la différence entre les suites de l'affaire Dreyfus, le système des fiches destinées à promouvoir les officiers supposés plus républicains, et puis la guerre de 1914-1918 où des deux côtés on a découvert, quand les réservistes ont retrouvé dans les tranchées les militaires de carrière, quel type de symbiose unique et humaine pouvait se faire. Plus tard, dans la Résistance, « docteurs » et « centurions » ont trouvé avantage et bénéfice, à nouveau à se connaître et à mieux se comprendre. Néanmoins, la difficulté sera de toujours : c'est le risque d'incompréhension entre des hommes et des femmes dont c'est la vocation de remettre en cause sans cesse ce qui est, quitte, pour certains d'entre eux, à aller jusqu'à une certaine forme d'irresponsabilité, et de l'autre côté les militaires, dont le destin est de suivre une ligne définie par une hiérarchie et qui ont tendance, tout naturellement, à refuser toute déviance dans l'ordre intellectuel.

Vous avez annoncé, mon général, je ne sais pas comment vous avez été renseigné, mais le renseignement militaire fonctionne décidément très bien, que je dirais quelques mots de Jean Jaurès. En effet, m'interrogeant sur ce sujet immense que vous m'avez demandé d'évoquer, j'ai songé qu'une des manières de le faire était de rejoindre un homme et une œuvre un peu surprenants. A priori, Jean Jaurès, représentant et ténor magnifique du mouvement socialiste de son temps, n'apparaît pas forcément comme le mieux destiné à éclairer la question des relations entre les militaires et les civils. Et pourtant, il l'est, parce qu'il a écrit un grand livre, *L'Armée nouvelle*², qui date de 1910-1911, que j'ai eu la chance de pouvoir préfacier naguère pour une belle réédition assurée par l'Imprimerie nationale. Lisant ce livre, on découvre qu'il faut faire litière de toute caricature d'un supposé antimilitarisme forcené chez les plus grands des socialistes, après l'affaire Dreyfus. Nous avons beaucoup à apprendre de Jean Jaurès et j'engage chacun à prendre connaissance de ce texte. Jaurès lui-même affirmait dans *L'Armée nouvelle* la vertu des rapprochements historiques : « Il n'y a jamais dans l'histoire de recommencement absolu. L'histoire est merveilleusement utile quand on l'étudie dans sa diversité, dans son perpétuel renouvellement et dans sa perpétuelle invention, mais elle affranchit l'action de toute imitation servile par son infinité même et par son mouvement. »

La première question que soulève ce livre est celle de l'attitude que doivent avoir les civils à l'égard du monde militaire. Ce qu'affirme avec une très grande force Jean Jaurès, et par là peut être est-il l'un des parrains de notre rencontre, c'est le devoir d'ingérence des premiers dans le second. Je cite : « Il serait extrêmement dangereux, il pourrait même dans certains cas être mortel pour la démocratie, de laisser à la seule armée la responsabilité de réfléchir aux problèmes de la guerre ou de la paix. » Mais, en même temps, il dit que l'armée ne souhaite pas être seule, elle désire des échanges avec d'autres. « L'éducation militaire de la nation », explique-t-il, « n'est pas faite ». À écouter le général Cuhe tout à l'heure, je me demandais s'il était convaincu qu'elle était suffisamment faite aujourd'hui... En tout cas, il faut aller dans ce sens. Jaurès refuse l'idée que l'on n'aurait pas le droit de s'occuper de l'armée quand on est civil. « Que l'on ne se livre pas », s'écrit-t-

2. Jean Jaurès, *L'Armée nouvelle*, Paris, J. Rouff, 1911.

il, « au jeu puéril de railler mon inexpérience militaire et mon incompetence technique »... « Il faut débusquer les présupposés, les arrière-pensées et jusqu'aux fausses évidences dont les militaires eux-mêmes sont souvent inhabiles à percevoir la fragilité. » Oui, mais, se hâte-t-il de dire, à condition que cela soit symétrique et que les intellectuels soient attentifs à ce que le réalisme, l'expérience, le courage physique et intellectuel des militaires peuvent avoir à leur dire. De ce point de vue-là, j'insisterai immédiatement sur ce parallèle. Cela est vrai, dit-il, non seulement pour le milieu intellectuel, mais pour la classe ouvrière. « Que la classe ouvrière, en particulier, par excès de pessimisme, se désintéresse de l'effort nécessaire pour transformer l'institution militaire, voilà qui serait le premier des dangers. »

La seconde réflexion que porte Jean Jaurès est que la routine est un risque majeur. Le risque est que le milieu militaire se défende spontanément contre les pensées neuves et inventives : au demeurant ceux qui ont fait bouger la réflexion stratégique n'ont pas eu une carrière qui les a conduits vers les sommets de la hiérarchie militaire. Prenez Ardant du Picq, par exemple, qui était avant la guerre de 1870 le grand prophète de l'idée de l'offensive à tout prix : il est mort assez tôt pour ne pas avoir à affronter ce défi. Le capitaine Gilbert qui a beaucoup inspiré Jean Jaurès avait une maladie dégénérative qui lui a interdit une belle carrière. On songe surtout au cas du colonel Meyer, grand parangon du dreyfusisme dans l'armée, qui a ensuite été le maître du général de Gaulle, et que l'on connaît de mieux en mieux grâce à l'émergence de ses archives. Le colonel Meyer a été promu capitaine à 28 ans, il a dû attendre dix-sept ans pour accéder au grade supérieur, alors qu'incontestablement c'était un grand esprit.

Mais je reviens à Jean Jaurès et à ses idées fortes. D'abord, celle qu'il faut supprimer peu à peu toutes les instances qui incarnent et assurent la séparation entre l'armée et la société civile. À cet égard, lisant *L'Armée nouvelle*, nous ne pouvons qu'être frappés par les avancées que l'on a connues depuis sa publication, depuis un siècle. Ce n'est pas un exposé morose que je vous propose, mais un exposé exigeant, par exemple, il demande la suppression des tribunaux militaires : « Existe-t-il des méthodes d'investigation des valeurs morales et une équité

différente dans le civil et dans les armées ? » C'est chose faite. Il s'inquiète aussi de voir les écoles d'officiers ou de sous-officiers trop séparées des universités et il voudrait voir les futurs chefs fréquenter obligatoirement les universités pour mieux comprendre les étudiants civils et s'en faire mieux connaître. Or j'ai toujours vu avec satisfaction divers officiers subalternes ou supérieurs fréquenter mes séminaires et nos cours à la Sorbonne ou ailleurs ; certains sont devenus historiens de la chose militaire. D'autre part, les intellectuels sont de plus en plus enclins, quand on les y invite, à s'exprimer dans les écoles d'officiers. Nous pouvons certainement mieux faire, mais nous avançons dans le bon sens. Il faut que les civils connaissent mieux l'armée, et c'est pour une part de la responsabilité des militaires ; vous en êtes convaincus puisque vous avez créé *Inflexions*. Un de mes étudiants, Bernard Paquetteau, a rédigé naguère une thèse intéressante qui s'intitulait « Grande muette, petit écran » : réflexion sur le travail accompli par l'armée française après 1962 pour modifier son image dans le pays et pour se saisir du fait nucléaire, non pas seulement pour définir la stratégie que nous savons, mais pour changer de fond en comble du côté de la technique, de la responsabilité du civisme, l'idée que la nation pouvait se faire de son armée. L'utilisation de la télévision a évidemment été cruciale.

Je voudrais terminer en disant que si Jean Jaurès est si précieux dans sa spécificité, c'est parce qu'il peut parler à toute une fraction de l'opinion qui n'est pas la plus disposée, à l'origine, à s'intéresser aux choses militaires et aussi parce qu'il s'est magnifiquement élevé au-dessus de tous les préjugés. À ce propos, il est intéressant de voir comment — je vais vous surprendre peut-être — Charles de Gaulle a rencontré Jean Jaurès. De Gaulle écrit à Paul Reynaud, dans une lettre en 1937 qui n'est pas exempte de toute flagornerie, à propos d'un livre que ce dernier venait de publier sur ce thème : « Vous êtes, en notre temps, le seul homme d'État de premier plan qui ait le courage, l'intelligence et le sens national assez grands pour prendre à bras-le-corps le problème militaire dont le destin de la France dépend. » Il ajoute : « Il faudrait remonter à Jean Jaurès pour trouver un autre exemple. » De Gaulle, Jean Jaurès... « Encore, nuance-t-il, Jaurès ne jouait-il, d'un archet superbe, que d'une seule corde. »

On retrouve les deux hommes réunis pour dire qu'il suffit de regarder l'Histoire pour considérer que le risque du pouvoir prétorien est en France extrêmement limité. Nous ne sommes pas en Espagne. Et c'est pourquoi de Gaulle disait-il, se sentait libre de développer l'idée du corps cuirassé contre la majorité de l'armée, au service d'une stratégie spécifique. L'un comme l'autre, Jaurès comme de Gaulle, expliquent qu'il n'y a pas de tradition de coup d'État dans l'armée française. Tout le XIX^e siècle, en dépit de la complexité de la place de l'armée française dans la vie publique le démontre : l'origine profonde du 18 brumaire, de la répression de juin 1848, du coup d'État de Napoléon III, ou de la répression de la Commune, ne se rattachent pas à une prétention ou une revendication militaires. Mac-Mahon lui-même, bien que soldat, a résisté à la tentation césarienne. Lors de la crise boulangiste, ce n'est pas à l'armée, mais à la foule que le général a demandé le pouvoir, appuyé bientôt par l'intrigue réactionnaire. Et, pour revenir à l'affaire Dreyfus, Jaurès ajoute : « Voyez même l'affaire Dreyfus. Certains chefs militaires ont pu y créer une atmosphère ignoble de coup d'État, mais voyez comme on constate que l'éclair alors n'a pas jailli. » Dans la même ligne, de Gaulle explique dans son premier livre, *La Discorde chez l'ennemi*³, en 1924, que l'Allemagne wilhelminienne a perdu la guerre pour avoir laissé les militaires, Hindenburg et Ludendorff prendre le pas sur le gouvernement.

Finalement, avec Jaurès, nous retrouvons la grande question des rapports entre la gauche et l'idée de patrie. Tout l'effort de Jaurès, que personnellement je salue avec gratitude et qui me paraît n'avoir rien perdu de sa force, est de convaincre que sa réflexion ne pourra atteindre son but que s'il réussit à purger la gauche ouvrière et la gauche intellectuelle de ce qu'elle traîne encore avec elle d'antimilitarisme sommaire. Il me semble qu'à cet égard nous avons quelque peu progressé... Jaurès explique qu'il n'a jamais pris au tragique les paradoxes contre la patrie : « La patrie n'est pas une idée épuisée, c'est une idée qui se transforme et qui s'agrandit. » Disant cela, il me paraît bien désigner ce qui a pu paraître, à certains moments, du point de vue des « docteurs » et du point de vue des « centurions », un élément d'incompréhension qui, comme toutes les incompréhensions (et c'est vrai aussi des guerres étrangères), risque de

3. Charles de Gaulle, *La Discorde chez l'ennemi*, Nancy-Paris-Strasbourg, Berger-Levrault, 1924.

créer des tensions extrêmement dommageables à la démocratie. Il me paraît qu'en dépit de nos différences, de métiers, de responsabilités, de modes de vie, le siècle de barbarie, de fer, de sang qui vient de s'écouler n'a pas été, en France, du point de vue de l'armée et de la démocratie, négatif. Nous ne devons pas pour autant nous accommoder de l'ignorance mutuelle qui, comme le général le disait tout à l'heure, a souvent remplacé l'hostilité et l'appréhension. Je crois que l'auditoire ici rassemblé, et qui a prêté à mon propos une attention dont je le lui suis reconnaissant, témoigne en sens inverse, par sa présence, à la fois d'une aspiration, d'une écoute, d'un esprit d'ouverture qui rassurent et qui stimulent.

Jean-Dominique Merchet

Journaliste à Libération

Merci beaucoup pour cet exposé brillant. C'est maintenant au tour de Didier Sicard de monter au front.

Didier Sicard

Président du comité consultatif national d'éthique, membre du comité de rédaction

Après cette remarquable réflexion, je suis frappé par le fait qu'au sein du comité consultatif national d'éthique il n'y a pas de militaires. Nous pouvons nous interroger sur cette absence.

Je voudrais réfléchir sur la notion d'honneur, car c'est une valeur étrangement en baisse dans notre pays comme si elle appartenait au musée, non pas des arts et des traditions populaires, mais au musée de l'Homme avec un grand « H ». « Debout les morts », est étrangement incompris comme si la mort comme ultime référence de la sauvegarde de l'honneur avait perdu tout sens, comme s'il s'agissait d'une valeur surannée. C'est peut-être cette fidélité, non pas à une épopée ou à une histoire toujours scandée par les faits d'armes, mais à des valeurs morales qui m'ont toujours interpellé et interpellent le citoyen qui est lui-même immergé dans un monde où, de plus en plus, la sauvegarde individuelle, l'accent mis sur l'autonomie du sujet – même s'il est devenu un objet qui devait



PATRICK DESTREMAU

Army Colonel, Saint Cyr graduate, he is a member of the French marines cavalry. He is actually serving at Joint Defence Headquarters

THE FUTURE OF WAR?

IN THE PICTURE OF WORLD ORDER AS IT APPEARS TODAY, WESTERN STATES MAKE USE OF FORCE TO COUNTERACT VIOLENT SITUATIONS IN FAILED STATES. THEY DO THIS, MOTIVATED BY THE DETERMINATION TO CONTRIBUTE TO WORLD PEACE, TO PROTECT THEIR NATIONALS, TO MAINTAIN OR HOLD THEIR STANDING ON THE INTERNATIONAL STAGE. WHAT DOES THE FUTURE HOLD FOR THE USE OF FORCE? WILL WE CONTINUE TO STABILISE THE WORLD'S GREY AREAS, TO ELIMINATE THE MOST UNACCEPTABLE OR THREATENING FORMS OF STATES' INTERNAL CRISES? SHOULD OUR ARMIES CONSIDER THEMSELVES AS STATE RE-BUILDERS, AS PEACE RESTORERS IN FRAGMENTED STATES? AS ERADICATORS OF THE SEEDS OF WORLD TERRORISM?

Several reasons justify questioning this vision of the use and the utility of military force. Firstly, there is a risk of defining oneself by one's methods. Underneath, or rather, overshadowing this conception is a subjacent strategic model. War (in the sense of a state's use of its strength) is a particular form of the implementation of policy. War then, is no longer a continuation of politics but an accompanying element. It shows, within the eternal dialectics of international protagonists' will-power, one group's determination to impose its vision of the world by all means, even resorting to violence if necessary. The question of the purpose, of course, precedes that of the means by which it is attained.

Secondly, it seems imprudent to passively await change in order to acknowledge its existence. There are many reasons for this. States' budget restrictions and the subsequent need to make capacity choices, the time needed to renew doctrine, to manufacture material and to prepare troops. Western nations do not, or no longer have the possibility, if indeed they ever had it, to insure themselves against every risk. They are forced to anticipate and choose. However, human relationships are continu-

ally evolving, more so than we can, or want to, acknowledge. When change becomes visible to us, it is in reality only the moment at which we perceive change that has already taken place. Ideally, strategic anticipation would mean not waiting for these moments of realisation. Intellectual laziness or docility could reduce foresight to a simple logic of continuity. Must one imagine that stabilising failed states will constitute the only area of conflict in the future of the post-Cold War powers? What is the gap between what we are capable of seeing, conceiving, and the reality of what is progressively unfolding?

Thirdly, the rebuilding of failed states under the guidance of the most powerful states comes up against two major structural difficulties. Restoring stable social order in countries divided by deep-seated crises remains controversial, difficult, time-consuming and expensive whereas Western public opinion expects it to be quite the opposite. Furthermore, bringing the people to rapidly accept the legitimacy of a state under a tutelary power's authority is a hazardous strategy. History shows us very few success stories. Countries going through crisis show the greatest difficulty in establishing national consensus on their own. Moreover, a government supported by powers easily accused of being occupying forces will only see its legitimacy weakened. People value their freedom too highly to accept foreign interference easily. Added to this is the reality that international protagonists rarely act within the framework of a strong international policy, limited in time and in scope. At times, troop commanders assume the mission of reconstruction almost alone, even though they have neither the authority nor the means to do so. Thus, intervention that is too far removed from tangible national interests or that is too ambitious often drifts towards a pitiful retreat that takes any credit away from similar future missions. This type of intervention raises the question of its role within the most powerful countries' general strategy.

Re-establishing peace in war-torn states, the battle against terrorism, the obligation to support to one's allies, the determination to hold one's position on the world's directorate are the main reasons. These missions of intervention aim to reduce insecurity throughout the world and to increase our fellow citi-

zens' security. It would seem too that in the absence of clearly identified or clearly named adversaries, violence has become the evil that must be fought. Terrorism and totalitarianism have been brandished as absolute evils, as subjective and disembodied scape-goats which make questioning policy hazardous and which justify collective interference and individual alienation. However, if the intervening powers suffered heavy losses, or worse did not impose the order they promised, public opinion would re-question the legitimacy and the cost of such action. Many already question the utility of intervention: does it reduce or instead increase Western nations' insecurity? Must we give priority to direct protection of our own territory or rather to stabilising operations that seem, in some cases, to widen the rift. Finally, there is a high political risk involved in criticising certain missions of intervention.

For all that, are these questions pertinent? If we pose the strategic equation as a moral obligation to stand in the way of violence, it can only skew the answer. This Manichean view of the world masks the very specific dialectics of relations between states, which is the confrontation of different intentions, of which violence is only one consequence. To think about tomorrow's world as different from today's calls for us to reflect on the unbalancing and antagonistic forces involved. The end of Western domination, which goes back to the 15th century, is without any doubt the major destabilising factor likely to irreversibly modify world order. The relative evolution of the main factors which determine a state's power (population, GNP, level of development, military budget) show that today's balance will be challenged in the decades to come. New global or regional powers are going to emerge. The period of post Cold War stability is no more than a phase which is coming to an end. Will this period of peace dividends fade in favour of a period where Eastern powers rise? The unipolar world of today, dominated by the American super-power and backed by the Alliance nations, is going to give way to a more fragmented, multi-polar world. Any transformation brings with it uncertainty and risks. The changes ahead will be all the more difficult to manage in that they will come about in a context of value relativism, a continual increase in needs, increased scarcity of certain natu-

ral resources, particularly energy resources, a widening gap between rich and poor, demographic imbalance, climate change, to mention only the most important issues.

Therefore the dominant states will be confronted with a choice: either they maintain their privileged position or they negotiate the new balance of power. Emerging states are faced with opposing issues: when and how to assert their rights on the international directorate? There is a very real risk that the former will hold on to their prerogatives and that the latter will become impatient, giving rise to confrontation. In this multi-polar world in the making, where factors of tension are multiple, there is no certainty that today's mechanisms of world governance are capable of absorbing the shocks to come. The current international system is seen to be hegemonic and unfair by most of the underprivileged peoples of the world. How can one not be concerned by the divergence between the post-modern model of diplomacy used by the Western states and the more Westphalian practices of other regions of the world? A comparative analysis of the wealthiest states' military budgets is particularly significant. Emerging countries' increasing economic surplus will speed up modernisation of their armed forces. Having military capacity creates the temptation to use it. The decision to wage war is made in the minds of peoples and their leaders. Yet, the power struggles between states now evolve more quickly than some of their main actors' perception allows. Such asymmetry in the mental representations can incite the most uncompromising determination and the most irrational reactions. The new poles are at liberty to choose between several strategic options. The first one, undoubtedly the most reasonable, would be to shift governing powers' mechanisms in their favour. The second would be to accelerate and consolidate an inversion of the balance of power using indirect confrontation strategies. The third would lead to outright war with traditional powers. For many reasons, among which the possible use of nuclear weapons, this last option is the least plausible, nonetheless the most dangerous.

The second option may appear to some to be the most appropriate or necessary. This indirect strategy would aim at a grad-

ual weakening of traditional powers by resorting to violence as a supplementary, rather than decisive or determining factor. The ways of achieving this are many, well-known and tested but never out-dated: distorting the dominant states' perception of reality, dividing them, provoking their intervention in the wrong direction, wearing them down against enemy proxies (including controlled proliferation of the most lethal weapons)... In other terms, perpetrators of this indirect strategy may plan to weaken their enemies' means and determination through organised, painless and if possible, unpunished chaos. They could possibly find allies in this among mafia or terrorist networks, or from states bordering on a country in crisis. These countries, taking delight in a neighbour's difficulties, may accept to act as a sanctuary for rebel organisations and supply them with the necessary weapons. The induced effects of destabilisation of these countries will be: displaced populations, the appearance of ecosystems that favour mafia and terrorist groups... Had the American invasion of Iraq been provoked by other forces, it could have been the perfect example; organise your main enemy's demise in a battle from which it will emerge diplomatically, militarily, financially and economically weakened, without you ever being directly involved. It is interesting to note that the creation of geo-political black holes is already held up as an interesting possibility by the most cynical minds.

Simultaneously, these new poles will look to reinforcing their own power by expanding their zones of influence. The main lines of operations would aim at controlling weak or strategically positioned states and access to vital resources. Particular areas of the world, where stakes or geopolitical tensions are high, are potential war zones: the Middle East, Africa and Central Asia, the main straits, to mention only the most sensitive or those closest to Europe. The grey areas, geo-political gaps, will be, or already are, places of strategic opportunity and control of them will be disputed. Temptation to manipulate the poorest populations should not be overlooked. Would new ideologies, comparable to national-socialism or communism in their era, possibly crystallise and unite opposing factions? Some already stigmatise liberalism which is presented as

disguised imperial politics. They propose another ideology and in doing so heighten the risk of irrational reactions. In the near future, in the name of another ideal, the right to interfere may well be clamoured for by those who contest it most today. Military action would be multi-faceted, ranging from a defence agreement, with or without the accompanying advisors or troops, to direct intervention. Furthermore, the need to assert one's rights, to force respect from one's enemies, to define a red line may justify outright military action, sudden jolts of violence, in the shape of contained, though brutal lessons. Also, geo-political time bombs, such as the question of Taiwan's status, could well trigger similar conflicts.

Most probably, certain protagonists will be careful not to instigate chaotic situations that they may suffer from themselves. However, it would be naïve to hope that the increasing interdependence between countries will keep conflict to a minimum. Quite the contrary, as the greater number of ties make crises more bearable as long as they are reasonably confined. There is no proof either that a nuclear threat would curb such ambitions. The new poles may take the opposite tack. The strong countries fear the madmen because that's precisely what they are. The madmen may question the strong countries' firm positions. Madmen, as their name indicates, are not held back by the same psychological taboos.

In the end, what are the threats, what military forms of action could Western powers be forced to face? Quite obviously, their adversaries will choose to confront them on ground that they judge the best to weaken or triumph over them. As the major threat for peace, nuclear capability will be an objective for those countries which don't have it, thereby giving themselves greater freedom of action. In the same way, civil war generated by the failure of the weakest states will continue and may well become more frequent. In the short term this process could be the most likely one as it minimises Western military superiority and multiplies the possibilities for asymmetrical situations (political, military, legal and economic). Intervention, whether direct or indirect (as was the Soviet intervention in Czechoslovakia or the Cuban operations in Africa during the Cold War) is a more

extreme method, more likely to occur on the periphery of emerging powers or in zones of high strategic importance. These confrontations will, by nature, be more symmetrical. As their success depends on a change in the balance of power or on the wearing-down of the adversary's determination, the risk seems less immediate. In the same time frame, limited confrontation between traditional powers and new poles either on their borders or on overseas theatres cannot be excluded (the examples of China and Russia on the Amour River or China and the United States in Korea). Proliferation, destabilisation, intervention and finally limited confrontation make up the body of threats for today and tomorrow. Nothing assures us that they will occur in that order. The number of possible actors and situations means that they will overlap and may even occur simultaneously. Therefore, strategic calculations cannot necessarily count on an aggravation of conflictuality in a continual form that would facilitate control of it.

Faced with the polarisation of the world and with the risk of some emerging powers asserting themselves by violent methods, with what general military strategy can we counter this? Firstly, will we have the will power to oppose these phenomena? There is no certainty that French or European public opinion will all agree on the need or the necessity of using our strength against their violence. It is clear that the State and the armed forces need a minimum of consensus before engaging in difficult operations. At the same time, States cannot exonerate themselves from their main responsibilities: defending national security, national values and national strength against other peoples, in two other words: independence and freedom. If we want peace, we may well have to go to war. France will be faced simultaneously with several challenges: creating strong national willpower, adjusting itself to its allies, having appropriate armed forces at its disposal, upholding its obligations and asserting its rights. What can, what should France's military ambitions be?

Obviously the French armed forces alone will not be capable of facing such a range of threats. France can only do so in cooperation with others, within the framework of existing alliances:

the European Union, NATO or *ad hoc* coalitions. Given the possible heightening of tension, it is quite possible that Europe would be the inner circle of a community of interests and solidarity in which France sees itself. The issue of the nature and the volume of France's participation is as much a political question as it is a military one. At most, French forces should be capable of:

- ◁ continuing to dissuade all direct aggression by conventional or nuclear means;
- ◁ assuming their responsibility for French nationals throughout the world;
- ◁ participating in the stabilisation of highly strategically situated states while protecting themselves against the pitfalls of being worn-down. Thus, it would be advisable to limit such engagement to what is strictly necessary by acting on determining factors rather than striving to take on the entire restoration of a constitutional state;
- ◁ being prepared to prevent their adversaries' attempts to extend their zones of influence through violence, and this by way of variable scale: destruction from a distance, direct confrontation in the four milieux: land, maritime, air and space;
- ◁ supporting, if appropriate, the credibility of the world systems of governance.

The missions attributed to the French armed forces could therefore be four-fold: dissuade, protect French nationals overseas, defend Europe and contribute to world peace.

However, will our armed forces have the ability to take on all these missions with the same level of efficiency? If we don't have the financial resources to meet the costs of all obligations, we will have to choose. The priority *fortio* will be to build the military capacity that would allow us, in alliance with others, to prevent our potential adversaries from threatening a global balance and our interests on a long-term basis. What will be the culminating point for confrontation? We cannot allow our adversaries to threaten our main interests and *a fortiori* our vital interests. Seeing failed states crumble, including those within our traditional spheres of influence is certainly painful, humanly unacceptable, but remains without any lasting strate-

gic consequences. However, we will not be able to accept that states on the European periphery could be forcibly reduced to the status of a vassal state, nor control of the oil reserves in the Middle East, nor restrictions of maritime, air or spatial zones. Is this definition of the red line exhaustive? Probably not and it is better that way as dissuasion is more effective if its perimeter is unclear. This approach of the culminating point will have major consequences on our procurement strategy. We must have the means to continue participating in stabilisation operations. We must also have the capacity to ensure our military superiority in symmetrical or dissymmetrical confrontations.

Human groups are in search of security, power and glory. Their interaction can be organised on a cooperative or a conflictual mode. In its strategic calculation (the path taken in order to achieve its goals) each human group may be tempted to use violence to impose its vision upon others, to show its determination to assert its prerogatives, going as far as destroying its adversaries' possessions or people. Today's world is more uncertain than dangerous. Tomorrow's world could become dangerous if new and powerful actors find an effective process in violent methods. Competition between Western powers will not disappear but it will take second place behind the need to control the assertiveness of the new poles. These new dialectics of the battle of wills could condition the strategic equation for the decades to come and relegate the fight against evil to some kind of idealistic incantation. Only the use or the threat of the use, of force will allow the preservation of a system of world governance needed to control the main challenges of the future (rarefied resources, demographic and developmental imbalance, climate change...). Stabilisation operations in the name of peace could give way to a much wider and tougher range of conflict. One cannot exclude a progressive or disordered escalation toward extremes. France's voice has often been heard because it can act on what it says. The French armed forces must continue to make this voice heard and be able to have influence in this time of change announced to the world, the probable era of Eastern powers. ■